

bibliothèque
de la législature
du québec

bulletin trimestriel

vol. 2, n° 4
octobre 1971



BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE

BULLETIN TRIMESTRIEL

vol. 2, no 4

(octobre 1971)

Gouvernement du Québec

Assemblée Nationale

AVANT-PROPOS

Respectivement dans nos avant-propos des livraisons d'octobre 1970 et de Janvier 1971, nous annoncions notre volonté de diversifier le plus possible le contenu de notre Bulletin.

Afin de rester fidèles à cette conception» nous présentons dans ce dernier numéro de l'année en cours une série d'articles qui touchent des sujets aussi divers que l'information, les services de la Bibliothèque de la Législature, les budgets-programmes, un bref historique des Débats de l'Assemblée nationale et, enfin, des résumés analytiques de quelques ouvrages récemment acquis.

Par ailleurs, nous croyons que cette documentation resterait plus ou moins inaccessible sans un Index facilitant sa récupération. Aussi, le lecteur trouvera-t-il, dans les dernières pages de ce numéro, un index des sujets contenus non seulement dans cette livraison, mais dans les trois précédentes qui constituent le deuxième volume du Bulletin de la Bibliothèque de la Législature.



Jacques Prémont
directeur

TABLE DES MATIERES

	pages
Avant-propos	3
Table des matières	5
Aux législateurs et aux fonctionnaires - Les services de la Bibliothèque	7
Les <u>Débats</u> de l'Assemblée nationale par André Beaulieu.	23
Bibliothèque, centre de documentation et centre d'analyse de l'information par André Beaulieu et Russel Ducasse	31
Etudes réalistes pour la Commission Laurendeau- Dunton par Gaston Bernier.	43
Planning-programming - budgeting system et ratio- nalisation des choix budgétaires; bibliogra- phie annotée. par Gaston Bernier	55
Résumé analytique d'ouvrages récemment catalogués, préparé par Russell Ducasse	65
Index	95

AUX LEGISLATEURS ET AUX FONCTIONNAIRES

LES SERVICES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Prétendre que la Bibliothèque de la Législature est au service des membres de l'Assemblée nationale et des fonctionnaires représente une demi-vérité qu'il nous apparaît nécessaire de compléter. Certes, nous accueillons des législateurs ou leurs représentants; nous servons des fonctionnaires de l'administration québécoise; mais, par ailleurs, nous donnons fréquemment accès, à la bibliothèque, à des universitaires: professeurs et étudiants gradués qui, principalement, ont à consulter des publications officielles et administratives de gouvernements ou encore des collections de journaux.

Le fait que des chercheurs et des écrivains n'ont cessé d'avoir recours aux services de la bibliothèque des parlementaires québécois signifie qu'elle possède des caractéristiques particulières. Quotidiennement, des personnes, qui se situent en dehors du cercle de ses usagers habituels, viennent s'enquérir d'informations, consulter et réclamer des documents concernant, d'abord et avant tout, les législations québécoise, canadienne et étrangère, le droit, l'histoire politique, la science politique et, enfin, deux types spécifiques de documents: les journaux et les publications administratives des gouvernements.

Nous n'avons pas d'objections majeures à ce qu'une telle tradition se poursuive. Néanmoins, il nous arrive de connaître certains scrupules à l'idée que nos travaux devraient épouser davantage les préoccupations des membres de l'Assemblée nationale. De nombreuses interrogations, auxquelles nous ne pouvons répondre seuls, nous retiennent : le député a-t-il besoin de documentation ? De quelle nature ? Selon quelles conditions ? Sous quelle forme ? Selon quelle échéance ? Qu'attend le législateur de la Bibliothèque de la Législature ? (1). Quel rôle, par ailleurs, pouvons-nous exercer par rapport aux travaux des commissions parlementaires ? N'est-il pas souhaitable, à l'exemple d'autres bibliothèques parlementaires de par le monde, qu'une équipe permanente de spécialistes, attachés à la Bibliothèque, soit créée afin de procéder au regroupement, à l'analyse et, parfois même, à l'interprétation de la documentation nécessaire tant à l'Assemblée qu'aux études des Commissions parlementaires ? Il va de soi que le chercheur qui, dans ces conditions, participe intimement à l'évolution des travaux, est tenu au secret professionnel. Il en est ainsi pour toute demande

de recherche

1. Nous tenterons bientôt, au moyen d'un questionnaire, d'évaluer ces besoins.

présentée par un député ou un fonctionnaire. Le bibliothécaire de référence ou le documentaliste est un professionnel qui connaît et respecte, au même titre que l'avocat ou le médecin, les règles élémentaires du secret professionnel, à chaque fois qu'elles sont requises par les circonstances ou par le demandeur.

D'ici à ce qu'une évaluation auprès des députés et des fonctionnaires permette une confirmation ou une réorientation de nos services, nous voudrions dresser, dans les lignes qui vont suivre, un bref inventaire de même qu'une courte description des divers services présentement offerts par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

LE SERVICE DE PRET

Les tâches effectuées dans ce service consistent en l'enregistrement des volumes prêtés de même qu'à leur rappel lors de l'échéance de la période de prêt. Sur demande, le personnel du service accordera des prolongations de prêt si personne d'autre, entre-temps, n'a réclamé le volume.

A ce service, l'on peut rattacher celui du prêt entre bibliothèques. Sa fonction est d'abord de localiser les publications et les documents que notre bibliothèque ne possède pas. Une fois la localisation obtenue, le bibliothécaire demandera à l'une des bibliothèques possédant le volume ou le document de nous le prêter. De la sorte, nous pouvons utiliser un volume que nous ne possédons pas dans des délais raisonnables qui sont généralement de trois à dix jours. Cette formule a un incontestable avantage: elle permet à un usager d'une bibliothèque d'avoir accès aux ressources de toutes les bibliothèques du réseau, lequel regroupe quelques milliers de bibliothèques situées en Amérique du Nord et même en Europe.

SERVICE DE REFERENCE

Les usagers de la Bibliothèque peuvent également profiter de l'aide des bibliothécaires de référence. Essentiellement, leur rôle consiste à servir d'intermédiaire entre la collection de documents et l'usager; il consiste, en outre à orienter le lecteur et à lui faire connaître les ressources de la bibliothèque en fonction de ses besoins particuliers.

Ainsi les personnes préposées à ce service se chargeront-elles, au sens large, de renseigner les usagers. Sur place, elles pourront servir de guide dans l'utilisation du catalogue de la bibliothèque; elles s'assureront de la présence ou de l'absence d'un volume à la bibliothèque; elles compileront des listes bibliographiques sur les sujets intéressant les membres de l'Assemblée nationale. Ces mêmes personnes pourront, par ailleurs, diriger les usagers vers les répertoires, vers les encyclopédies et dictionnaires de même que vers les index de périodiques répondant le mieux possible à leurs centres d'intérêt.

Le Service de référence est donc le canal le plus important par lequel les usagers peuvent communiquer avec les membres du personnel d'une bibliothèque en vue de régler leurs problèmes de documentation.

Au Service de référence (générale) se greffera bientôt un service de référence spécialisée ou service de recherche. L'équipe en formation aura pour tâche de préparer des rapports de recherche sur des sujets intéressant les parlementaires. Pour le moment, on peut supposer que ce service comprendra des

spécialistes de la science politique, du droit et de l'économique.

SERVICE DES PÉRIODIQUES

Si le Service de référence, dont il vient d'être question, * pour principale fonction de favoriser l'exploitation et l'usage de la totalité des documents que possède la bibliothèque, le Service des périodiques, comme son nom l'indique, assure la conservation et l'exploitation des journaux et des revues que la bibliothèque reçoit.

La part importante qui revient à ce service dans la bonne marche de la bibliothèque peut être illustrée par le fait que nous recevons approximativement 1,800 revues et 500 journaux. De ce nombre, une centaine sont conservés sur microfilms en raison de l'espace que nécessite la conservation des Journaux.

Un certain nombre de journaux et revues sont analysés. Parmi les index de revues les plus connus, on peut citer le Canadian Periodical Index, le British Humanities Index,

le Legal Periodicals Index, le Foreign Periodicals Index, le Public Administration Information Service Bulletin, l'Index analytique, le Social Sciences and Humanities Index. Parmi les quelques Journaux indexés, l'on retrouve le Devoir, le Soleil, le Monde, le New-York Times, le Wall Street Journal et le Times de Londres.

Les bibliothécaires de référence de ce service se feront un grand plaisir de vous faciliter la consultation de ces répertoires bibliographiques.

LE SERVICE DES DOCUMENTS OFFICIELS

L'importance des publications gouvernementales pour une bibliothèque législative va de soi. De plus, il est admis que la bibliothèque d'une entreprise se doit avant tout d'assurer la conservation des publications de cette entreprise. Le Gouvernement du Québec publie de nombreux documents (environ mille par an) qui émanent de l'Assemblée nationale, du Gouvernement lui-même, des ministères et de l'appareil Judiciaire. Nous devons également conserver les publications du gouvernement fédéral, celles des provinces canadiennes, celle

du gouvernement des Etats-Unis et quelques-unes parmi les plus importantes de la Grande-Bretagne, de la France et de certains autres pays du Commonwealth et de la francophonie.

Le Service de documents officiels assume la conservation, le classement et l'exploitation de ces collections.

Etant donné le grand nombre de publications gouvernementales (nous recevons annuellement du seul gouvernement américain entre 8,000 et 9,000 documents imprimés) et la dispersion des collections, les usagers ne devraient pas hésiter à utiliser les services des bibliothécaires responsables du service. Ceux-ci feront l'identification des publications que vous désirez et ils les localiseront.

L'INDEX DU SOLEIL

Un documentaliste de la Bibliothèque de la Législature prépare, au jour le jour, un Index du journal le Soleil. Cet instrument de documentation présenté sur fiches remonte à septembre 1970.

La bibliothèque possède également un fichier-index de la presse québécoise pour la période qui va de 1956 à 1966. Ce premier index consistait en une analyse de contenu de trois journaux; le Devoir, l'Evènement et l'Action. Il fut abandonné à l'époque où le Centre de Documentation de l'Université Laval entreprit la publication d'un index du Devoir. Mais puisque la part accordée à la vie politique provinciale dans les colonnes du Devoir nous paraissait insuffisante, nous avons résolu de reprendre l'indexation du journal le Soleil qui fait une place plus large aux événements politiques provinciaux.

Ainsi la Bibliothèque de la Législature est donc en mesure de fournir de nombreux renseignements sur l'actualité québécoise enregistrée dans la presse depuis 1956. Il s'agit de demander l'aide du spécialiste chargé de l'Indexation afin de localiser rapidement les articles désirés.

LISTE HEBDOMADAIRE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES AMÉRICAINES

Nous y avons fait allusion plus haut, la Bibliothèque de la Législature, en vertu d'une entente ratifiée en 1883,

avec le Congrès américain, reçoit, **par** l'intermédiaire de la "Smithsonian Institution", toutes les publications imprimées du gouvernement américain. De 8,000 à 9,000 documents officiels et administratifs, débats et législation du Congrès, études des membres de la Chambre des représentants et du Sénat, monographies... arrivent annuellement. Chaque document, dès sa réception, est catalogué sommairement et placé sur les rayons. Toutefois, un choix des études pouvant intéresser les ministères est ensuite réalisé, et une liste par sujets est préparée et distribuée aux responsables des bibliothèques gouvernementales du Québec.

Hais pourquoi cette liste, nous direz-vous, puisque le "Government Printing Office" de Washington fait paraître, mensuellement, un catalogue de ses publications? Nécessaire est cette liste parce que le laps de temps entre la parution d'une étude et son signalement dans le Catalogue est généralement de deux à trois mois. Ainsi notre liste, hebdomadaire, livre-t-elle une documentation connue des seuls dépositaires officiels de ces imprimés gouvernementaux. Et la Bibliothèque de la Législature est la seule parmi les bibliothèques du Québec, à avoir ce privilège. D'où la nécessité pour nous

de faire connaître à l'administration québécoise ces documents afin d'accroître leur utilisation trop rare jusqu'à présent. (2).

PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES DU QUEBEC

Environ 2,000 documents divers paraissent chaque année sous la responsabilité du Gouvernement du Québec, si nous incluons dans cet inventaire les fascicules ou numéros des Débats, des bills et des nombreux périodiques. Ces imprimés font l'objet d'une description dans la Bibliographie du Québec préparée par la Bibliothèque nationale du Québec. Toutefois, afin que cet inventaire soit exhaustif, il faudrait que les différentes agences gouvernementales n'oublent pas de respecter la loi du dépôt légal laquelle, rap-
pelons-le, stipule que deux exemplaires de tout imprimé qué-

-
- 2, Veut-on un exemple des proportions de la documentation américaine? Alors que le Gouvernement du Québec s'apprête à publier sa première brochure sur les problèmes de pollution et d'environnement, le Gouvernement américain a livré depuis une quinzaine d'années, quelques milliers d'études sur le même sujet. La Bibliothèque de la Législature en conserve, pour sa part, plus d'un millier sans compter les nombreuses bibliographies qui révèlent ce qui s'est fait en ce domaine aux Etats-Unis.

bécois doivent être déposés à la BNQ. Cette formule, adoptée par tous les pays depuis le début du XIXe siècle vise un double objectif: assurer la conservation du document d'une part et, d'autre part, en permettre une diffusion plus large par son signalement dans la Bibliographie du Québec qui possède un tirage de 2,000 exemplaires.

Nous croyons qu'il est souhaitable de faire plus pour assurer la connaissance et l'utilisation pertinente des publications du Gouvernement du Québec. En effet, une brève analyse de contenu identifiant tous les sujets traités compléterait la liste présentée par la Bibliothèque nationale. Nous assurerons ce travail de sorte que celles qui, en vertu de leur diversité d'intérêts nécessiteront une attention spéciale, seront analysées. Le résultat pourrait être présenté mensuellement sous forme d'index polycopié.

Voilà donc décrit les principaux services et unités de travail que la Bibliothèque de la Législature offre à ses usagers.

Le désir du personnel est évident: servir adéqua-

tentent parlementaires et fonctionnaires. Pour ce faire, importe que nous connaissions leurs besoins en matière de documentation. C'est pourquoi toute observation et tout commentaire à cet effet nous seraient d'une aide précieuse.

Responsables de services et d'unité de travail

I - ADMINISTRATION

Directeur :

H. Jacques Prémont 3-2896

Adjoint au directeur :

H. André Beaulieu 3-2888

II - LES SERVICES AU PUBLIC

Service du prêt :

H. Gaston Bernier (responsable) 3-4567
Mlle Lyse Ferland 3-4408
Mlle Constance Hamel 3-4408

Service de référence :

H. Gaston Bernier (responsable) 3-4567
Mlle Jeannette Desjardins 3-4408
M. Léo-Paul Carbonneau 3-4408

Service des périodiques :

M. Louis Boucher (responsable) 3-2889
M. Rosaire-Jean Bouchard 3-2889
M. Daniel Bergeron (journaux) 3-2889
M. André Cochrane (revues) 3-2889

Service des documents officiels et des publications gouvernementales :

H. Jean-Luc Fortin (responsable) 3-4408
M^{re} Lucette Lévesque (doc.américains) 3-4408
M. Yves Beaulieu (doc. canadiens) 3-2899
H. Jacques-A.Larochelle (doc.québécois) 3-2899
M^{re} Lucienne Leduc (doc.internationaux) 3-7022

Service de l'Indexation :

H. Russell Ducasse 3-4408

LES DÉBATS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

par

André Beaulieu

Russell Hopkins, dans un ouvrage intitulé How Parliament works, définit le parlement comme le lieu par excellence de la parole - "a talking place" (1). Les parlementaires, pense-t-il, ont pour tâche essentielle de discourir non seulement en Chambre mais, en outre, dans les assemblées publiques, les campagnes électorales et, de plus en plus, en présence des mass média comme la radio et la télévision.

Le langage, considéré par le philosophe français, Louis Lavelle, comme "un abrégé du monde" et une "mémoire du monde" en ce qu'il porte en lui "toute la pensée des siècles", le langage, dis-je, possède particulièrement dans le parlementarisme une telle force qu'il n'est pas étonnant que l'on ait songé, à maintes reprises, à le saisir, à le fixer. Peut-être pour lui-même, mais plus encore à cause de l'histoire des idées politiques et sociales qu'il reflète.

Au début de 1964, après un an d'essais divers, l'Assemblée législative créait le service du Journal des débats chargé d'enregistrer et de reproduire le compte-

-
1. Cité par Elisabeth Nish dans son introduction à la reconstitution des débats sous l'Union: Debates of the Legislative Assembly of United Canada. Montréal, Presses de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 1970, p. XI. Cet article donne une histoire complète du développement du "Hansard" au Canada et en Angleterre.

rendu verbal de tout ce qui se dit en Chambre lors des périodes de sessions. Par la suite, ce service fut étendu aux délibérations des Commissions parlementaires qui représentent souvent un intérêt majeur dans le développement des diverses étapes d'un projet de loi.

Ce n'était pas cependant la première tentative du genre. Loin de là. Dès 1835, des essais successifs, quoique pas toujours officiels, furent tentés. A l'exemple de l'Angleterre dont les débats étaient reproduits depuis le 17^e siècle par des agences privées, la reproduction des débats de la Chambre d'assemblée, à quelques exceptions près où ils furent imprimés par ordre de la législature, vint de l'Initiative d'individus tantôt attachés à un parti tantôt indépendants.(2).

-
2. Pour la période précédant la Confédération, nous nous bornerons à énumérer les tentatives faites. Nous connaissons, dans l'ordre chronologique, les suivantes qui concernent directement l'histoire politique et constitutionnelle du Bas-Canada: Précis des débats de la Chambre d'Assemblée. Session de 1835, Québec, 1835, 29p.; Mirror of parliament of province of Canada, from March 20th to June 9th 1846, Montréal, M. Reynolds, 1846, 228 p.; Débats de l'Assemblée législative sur la tenure seigneuriale, Québec, E.-R. Fréchette, 1853, 40 p.; le Journal les Débats publié par les Rouges durant la session de 1854; Thompson mirror of parliament, being a report of the debates in both houses of Canadian legislature, 3rd session! 6th provincial parliament of Canada, Québec, Thompson & Co., 1860; les Débats, journal parlementaire de 1862; Débats parlementaires sur la question de la Confédération des provinces de l'Amérique britannique du Nord, 3e session, 8e parlement provincial du Canada. Québec, Hunter & Lemieux, 1865, 1027 p.

Quelques années après l'instauration du système confédératif, le journaliste Roch-Pamphile Vallée lançait, pour la brève session de 1871, l'Echo de la session, journal des débats parlementaires. L'hebdomadaire de Vallée, qui donne un résumé des principales interventions faites au cours des trente-trois séances de cette session, comprend sept livraisons de quatre pages. Les efforts du futur rédacteur du Courrier du Canada restèrent pourtant sans lendemain: L'Echo disparut après un mois et demi d'existence.

Mis à part les compte-rendus présentés dans La grande presse de l'époque, le défi que présentait la publication des débats ne fut relevé que huit ans plus tard, soit en 1879, lorsque Alphonse Desjardins, qui sera plus tard fondateur des Caisses populaires, décida, contre vents et marées, de les publier.(3). "En préparant cette publication, écrit-il dans son Avertissement, je me suis fait un rigoureux devoir d'y apporter la plus stricte Impartialité. Comme je tenais surtout à rendre exactement les opinions de ceux qui ont pris part aux débats, j'ai soumis aux auteurs leurs discours sur toutes les principales questions... Les redites, les discus-

3. Les premiers volumes sont signés G.-Alphonse au lieu de Alphonse. Il semble que ce fut pour éviter une confusion avec son homonyme alors député d'Hochelaga aux Communes.

sions oiseuses et sans intérêt pour l'Intelligence de la lutte des partis sur les questions politiques qui agitent notre province ont été mises de côté, comme étant plutôt de nature à nuire qu'à aider au chercheur de renseignements sur le véritable caractère des débats".

Puisqu'il est "des coups d'essais qui valent des coups de maître", Desjardins, qui était rédacteur du Canadien, devint bientôt rapporteur des Débats de la législature provinciale et obtint du gouvernement des subsides pour leur édition. (4). Cette publication, dont la valeur fut plus d'une fois contestée en raison des allégeances politiques déclarées de son auteur, constitue malgré tout une première série semi-officielle, sinon officielle, des débats de la Chambre. Elle s'arrêta brusquement lorsqu'en 1890 sur l'ordre du premier ministre Mercier le gouvernement cessa son aide financière.

Néanmoins, la continuité fut assurée, durant la session de 1890, par N. Malenfant puis, pour les sessions de 1892 et 1893, par Louis-Georges Desjardins, greffier de l'Assemblée législative et frère d'Alphonse. Ne pouvant concevoir que l'on conteste l'utilité des débats, Louis-

4. Voir Yves Roby, Alphonse Desjardins et les caisses populaires 1854-1920, Québec, Fides, 1964, p. 15.

Georges se fixe un double but: "faciliter la tâche à ceux qui sont actuellement engagés dans le labeur si difficile de la carrière publique" d'une part et, d'autre part, recueillir des matériaux pour l'histoire.

Imprimés chez L.-J. Demers pour le compte du Gouvernement, les Débats, préparés par Desjardins, sortirent des presses en 1695. Ce devrait être les deux derniers volumes publiés avant la création du service actuel.

Tous les historiens déplorent l'absence de débats officiels du gouvernement québécois. Cette situation, comme le fait remarquer Elisabeth Nish, a eu une influence considérable sur notre historiographie: "there la a distinct tendency, écrit-elle, to study not legislation and the legislative proceedings of Parliament, our decision - making body, but to study Instead political alignments and manoeuvres from the perspective of personality and intrigue more than from the point of view of social and intellectuel history".(5).

5. Op. cit. p. XIII.

Afin de combler cette carence, des historiens ont entrepris de reconstituer en leur entier, à partir des journaux de l'époque, les débats parlementaires de la Chambre d'assemblée du Québec. Nous avons déjà souligné le travail d'Elisabeth Nish dont le premier volume de plus de mille pages a paru en 1970. Marcel Hamelin, professeur au Département d'histoire de l'université d'Ottawa, a pour sa part reconstitué les débats de l'Assemblée législative pour la période 1867 à 1880. Encore inédite, cette série qui comprendrait une vingtaine de volumes comblerait un vide immense dans les annales de l'histoire législative. Avec la collection des frères Desjardins et de H. Malenfant, les chercheurs pourraient compter sur l'existence d'un "hansard" non officiel pour les années 1867 S 1893.

Il est heureux de penser que personne ne pourra faire de telles remarques pour les années récentes. La qualité de la publication des débats et son Index en font un instrument de travail indispensable non seulement pour le chercheur d'aujourd'hui mais aussi pour l'historien de demain.

BIBLIOTHÈQUE

CENTRE DE DOCUMENTATION

ET

CENTRE D'ANALYSE DE L'INFORMATION

par

André Beaulieu

et

Russell Ducasse

Il ne se passe pas de jour sans que nous n'entendions quelque déclaration de principe à propos de documentation et d'Information. La documentation, disent les uns, appartient désormais à des organismes spécialisés qui ont pour tâche de colliger et de diffuser tous les documents se rapportant à un sujet spécifique. L'information, affirment les autres, relève de cette science de pointe qui regroupe les communications d'une part, c'est-à-dire la quincaillerie et, de l'autre, les diverses formes d'emmagasinage et de dissémination des documents. Pour d'autres encore, la documentation consiste en la conservation et en la circulation de documents acquis et conservés par une institution que ce soit une bibliothèque, un centre de documentation, une carto-thèque, une cinémathèque.

Au milieu de ces diverses tendances se situe le bibliothécaire qui éprouve parfois le sentiment de se tenir à une sorte de carrefour, d'où il peut-percevoir les efforts des uns et des autres: documentalistes et spécialistes de l'information. N'est-il pas familier avec l'évolution du document imprimé? Ne consacre-t-il pas une large part de ses efforts à fournir de la documentation? N'est-il pas concerné directement par les techniques "d'emmagasinage et de récupération de l'information"? Car enfin où sont donc

les documents - imprimés, photocopiés, reprographiés - sinon sur les rayons de cette institution millénaire que l'on persiste à nommer - en dépit de la mode - bibliothèque. Le nom seul, semble-t-il, suffit à décourager les plus acharnés parmi ceux que nous pourrions nommer les "progressistes" de la documentation.

Une confusion identique règne, depuis de nombreuses années, entre les bibliothécaires eux-mêmes, écartelés entre la fidélité à une profession difficile mais obscure et l'appel du renouveau. Les uns, de moins en moins nombreux, préfèrent la tradition et la sécurité alors que d'autres tentent l'aventure de régénération d'une institution somnolente. Avant-gardistes, conscients de l'aspect centrifuge de leur mission d'Information et soucieux de ne pas être identifiés aux bibliothécaires traditionnels, ces derniers bannissent de leur langage certains termes devenus plus ou moins consciemment tabous: la bibliothèque devient alors un centre de documentation, une informathèque, le bibliothécaire un documentaliste, un "information scientist", les vedettes-matières - ou sujets - des descripteurs. Par ailleurs, sous la pression du développement des techniques de reproduction, l'imprimé prend le nom de document pendant que la bibliographie,

perçue comme un élément dans l'élaboration de banque d'Information ou banque de données, doit être automatisée pour passer la rampe et recevoir quelque crédit. A l'opposé, et comme compensation, les traditionnalistes, dissimulant à peine leur ironie, cherchent à confondre cet esprit de renouveau; ils ont la certitude que l'on s'acharne à mettre un vin ancien dans de nouvelles outres.

Un moment de réflexion apparaît nécessaire, afin d'éclairer notre propos. Pour percevoir davantage ce que nous savons de ce que nous ignorons, n'est-il pas possible de proposer une définition descriptive de ce que sont une bibliothèque, un centre de documentation et un centre d'analyse de l'information?

BIBLIOTHÈQUE

Selon un groupe de recherche en normalisation de l'Unesco, le terme de bibliothèque s'applique "à toute collection de livres et de périodiques imprimés ou de tous autres documents, notamment graphiques et audio-visuels,

ainsi qu'aux services du personnel chargés d'en faciliter l'utilisation aux usagers".(1). Tris large est donc perçu le champ d'action de la bibliothèque dont le but primordial semble être de maximiser l'utilité sociale que représentent les documents graphiques. Ce qui signifie pour la bibliothèque le maintien des fonctions d'acquisition, de traitement (classification et indexation), de conservation, de prêt et de récupération des documents.

Cette définition, il est vrai, s'applique davantage aux bibliothèques de conservation de l'imprimé et des documents; elle met volontairement en veilleuse la fonction primordiale de documentation qui est celle de toute bibliothèque tant soit peu spécialisée. Les services de celle-ci sont ou devraient être orchestrés par rapport au traitement et à la diffusion de renseignements, d'analyses, de contenu, de rapports, d'études. Ce travail, qui n'est pas toujours monnaie courante dans les bibliothèques même universitaires - existe pourtant au sein de plusieurs bibliothèques parlementaires.(2).

-
1. Cité dans Nouvelles de l'ACBLF, nos 48-9 (août-sept. 1970) p. 11
 2. La Bibliothèque du Congrès à Washington possède un service de référence législative, groupant près de 300 spécialistes de la documentation. La Bibliothèque du Parlement d'Ottawa a un service de recherche employant une trentaine de professionnels.

CENTRE DE DOCUMENTATION

Le Centre de documentation requiert toutes les fonctions mentionnées à l'égard de la bibliothèque. Toutefois, les responsables d'un tel centre se doivent de porter l'accent sur la diffusion de documents récents, ainsi que sur la production intellectuelle du personnel. Le documentaliste est un chercheur qui, disposant d'une formation de base aussi approfondie que celle des utilisateurs qu'il dessert, s'intègre totalement à une équipe, rédige des études, participe à l'élaboration des programmes, assiste aux réunions et aux séances de travail où l'on fait périodiquement le point des résultats acquis. La tâche essentielle du documentaliste consiste donc à offrir à ses confrères utilisateurs un service de diffusion signalétique de documents dont l'exhaustivité, la rapidité, la facilité de consultation et d'utilisation sont les caractéristiques fondamentales. Ainsi entendu, le Centre de documentation est-il partie intégrante de la bibliothéconomie, mais d'une bibliothéconomie représentée par des spécialistes de diverses disciplines et non des seuls généralistes que l'on trouve encore en majorité dans les bibliothèques. Afin d'assumer adéquatement la tâche de dispensatrice de l'information, la

bibliothèque devra transformer son unité de documentation: abandonner un certain monolithisme et miser, au contraire, sur le pluralisme des disciplines qui y seront représentées.

La différence entre la bibliothèque et le Centre de documentation réside donc avant tout dans le degré de spécialisation: elle apparaît également dans l'approfondissement avec lequel l'approche du document est faite. Pour le reste - organisation administrative et les techniques - l'une et l'autre se ressemblent comme de "Trais jumeaux".

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de constater que les bibliothèques modernes possèdent l'équivalent du Centre de documentation tantôt sous la dénomination de service de référence spécialisée, tantôt sous celle de service de recherche. Pour être plus traditionnelle, l'appellation n'en recouvre pas moins une même réalité.

CENTRE D'ANALYSE DE L'INFORMATION

Plus difficilement identifiable est le Centre d'analyse de l'information, développé particulièrement aux USA et qu'on pourrait peut-être confondre tantôt avec le

Centre de traitement de l'Information, tantôt avec le Service de documentation. Si sa fonction utilitaire vise dans une certaine mesure les mêmes fins que celui-ci et celui-là, il reste qu'il n'est ni l'un ni l'autre dans la réalité. Dans un centre d'analyse de l'information, la recherche documentaire est axée avant tout sur l'examen critique des documents et sur les garanties de validité que ceux-ci présentent. En d'autres termes, il s'agit moins de ramasser et de compiler simplement des documents mais plus spécifiquement de sélectionner, entre plusieurs données rattachées à un problème, celles qui répondent le mieux à la rigueur scientifique. Il va sans dire que cette opération doit être menée avec beaucoup de soins et exige du documentaliste beaucoup de discernement et "d'honnêteté".

Des experts du "Committee on Scientific and Technical information" des Etats-Unis donne la définition suivante d'un Centre d'analyse de l'Information:

"organisme structuré, établi spécifiquement (mais pas nécessairement exclusivement) pour acquérir, sélectionner, stoker, retrouver, évaluer, analyser et synthétiser un corps d'Information et/ou de données dans un domaine bien défini, ou attaché à

une mission spécifique de compilation, de condensation, de restructuration et, de façon générale, d'organisation et de présentation d'information et/ou de données pertinentes, sous une forme faisant autorité".(3).

On connaît, en outre, le Centre de traitement de l'information dont la fonction consiste à étudier la "science de l'emmagasinage et de la récupération des informations par laquelle on tente de trouver de nouvelles matières d'éluder le problème de l'information". Les spécialistes qui y travaillent sont le plus souvent des chercheurs ou des praticiens qui expérimentent de nouvelles techniques, les enseignent et les font servir à la création et à l'amélioration des systèmes existant d'information documentaire. Ces travaux sont effectués sur une échelle interdisciplinaire qui incluent les mathématiques, la logique, la linguistique et l'informatique.

A la lumière de ces considérations, nous constatons que le Gouvernement du Québec entretient et développe une cinquantaine de services - bibliothèques ou centres de documentation - s'occupant de l'information et de documenta-

3. Cité par Marcel Van Dijk et Georges Van Slype dans Le Service de Documentation face à l'explosion de l'information.
p. 261.

tion, mais dont les fonctions ne sont pas suffisamment définies. (4), Pourtant nous venons de démontrer, à l'aide de définitions descriptives, qu'il existe des lignes de démarcation assez nettes entre la bibliothèque et le centre de documentation d'une part et, de l'autre, le centre d'analyse de l'Information et le centre de traitement de l'information.

Nous suggérons donc que l'on établisse pour l'avenir une politique précise dans ce domaine de sorte que l'on crée, selon les besoins et les objectifs, les services appropriés de documentation. Au préalable, n'est-il pas urgent de réaliser, selon la formule de Van Dijk, cette "indispensable mutation des esprits et des méthodes" qui favorisera l'essor et de la bibliothéconomie et des sciences de l'information.

L'erreur, selon nous, serait de recouvrir d'une terminologie nouvelle des services existants de documentation, sous prétexte qu'ils ne sont pas ou plus à la hauteur de leur

-
4. A la suite d'un inventaire récent, nous en avons dénombré cinquante-quatre regroupant quelque 270 employés, dont 80 professionnels, et plus d'un million et demi de documents.

tâche. La sagesse ne recommande-t-elle pas d'inventorier ce qui existe afin de le reconnaître vraiment pour ce qu'il est et, par la suite, si nécessaire, de le réorienter, et de lui assurer un développement correspondant à sa nécessité.

ETUDES REALISEES

pour la

COMMISSION LAURENDEAU-DUNTON

La Bibliothèque de la Législature vient d'acquérir au-delà de quatre-vingts études réalisées à la demande de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

La Commission B-B, comme on l'appelait familièrement, avait commandé plus de cent cinquante projets de recherche. Une liste de ces projets fut publiée S l'Appendice V du Livre I du rapport de la Commission.

Dans la grande majorité des cas, les rapports de recherche demeurent inédits. Des cent cinquante études réalisées, une quinzaine seulement ont été publiées et mises en vente. C'est ce qui faisait dire à Claude Ryan: "C'est un bilan mince et décevant de la part d'un organisme qui affirmait en 1967 qu'afin "d'alimenter la discussion publique sur les problèmes de la langue et de la culture, il fallait disposer de données facilement accessibles". (Le Devoir, 11 mars 1971, p. 4).

On apprenait même dernièrement que la Commission aurait mis l'embargo sur au moins quatre études. De la sorte, on ne pourrait prendre connaissance du contenu de ces travaux avant 1996.

Les chercheurs pourront néanmoins se consoler à la pensée que certaines études, la plupart sans doute, ont été versées aux collections de quelques bibliothèques. Les chercheurs trouveront la grande majorité des études de la Commission aux Archives du Canada à Ottawa.

Pour notre part, nous sommes très heureux, à la Bibliothèque de la Législature, de posséder une partie importante de ces études. Nous espérons que cette collection sera utile aux parlementaires, aux fonctionnaires ainsi qu'aux chercheurs de la région de Québec.

Liste des études de la Commission B-B conservées
à la Bibliothèque de la Législature

A) Etudes publiées

ARMSTRONG, Donald-E. Education and economic achievement. Ottawa, Queen's Printer, 1970. 101 p.

BOISSEVAIN, Jeremy. The Italians of Montréal; social adjustment in a plural society. Ottawa, Queen's Printer, 1970. 87 p.

COOK, Ramsay. L'Autonomie provinciale, les droits des minorités et la théorie du pacte, 1867-1921. Ottawa, Queen's Printer, 1970. 81 p.

HOFFMAN, David et Norman Ward. Bilingualism and biculturalism in the Canadian house of commons. Ottawa, Queen's Printer, 1970. 295 p.

Les pages 47 à 115 n'ont pas été numérisées.
Elles contiennent des informations bibliographiques
qui ne sont plus à jour.
Ceux qui désirent les consulter
sont priés de se référer à la version papier du Bulletin

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
2007